

Archives

Pèlerinage de la paix

mercredi 23 septembre 2015

Le pape Paul VI, dans son encyclique *Populorum progressio*, souligne que « le nouveau nom de la paix est le développement économique ». Jean Jaurès, dans *De la réalité du monde sensible*, nous parle de ce « pèlerinage de la perfection » que Dieu « poursuit avec toutes ces consciences qui cherchent, qui doutent, qui tombent et se relèvent ». Au moment où j'écris ces lignes, plus que jamais nous devons poursuivre ce pèlerinage de la paix, en étant à la fois conscients que la perfection toute faite ne peut exister et que c'est une raison de plus de poursuivre le pèlerinage. J'assume, comme Jaurès, que ce mot s'inscrive dans un contexte théologique et moral, mais je suis comme lui d'autant plus engagé à ce qu'il soit laïcisé.

Pourquoi commencer ainsi aujourd'hui ? Parce que vient de s'ouvrir l'Assemblée générale des Nations unies et qu'elle est porteuse d'une grande espérance, malgré les imperfections de ceux qui la composent. La Russie, en intervenant en Syrie, vient paradoxalement de servir la cause de la paix par une initiative militaire. Car elle a ainsi pris à revers le chantage au nucléaire de Barack Obama et l'escalade bouffonne à laquelle se prêtent les candidats républicains américains.

À l'ONU, pour la première fois, Vladimir Poutine et Xi Jinping interviendront pour proposer des démarches gagnant/gagnant dans le domaine économique et dans la lutte contre le terrorisme. Il y a là une alternative au monde unipolaire de l'Empire anglo-américain, héritier de l'Empire britannique étendant partout son hypocrite « responsabilité de protéger », qui est le masque d'intervenir pour dominer.

Un monde reposant sur la détente, l'entente et la coopération est devant nous.

Or la France, même si elle ne fait plus de l'éviction de Bachar el-Assad une condition préalable absolue à toute entente au Moyen-Orient et si elle envisage la levée des sanctions vis-à-vis de la Russie en décembre, n'est pas à la hauteur de sa mission. C'est pourquoi elle a besoin de nous tous pour renouer « son pacte millénaire avec la liberté du monde ».

Aux Nations unies, il devrait nous appartenir de représenter le parti de la paix et de la justice. Alors oui, en prenant l'initiative de défier le parti de la guerre et de l'injustice, nous aurions notre mot à dire. Notre mission universelle, pour l'avantage d'autrui et pour nous-mêmes, est de nous situer à l'avant-garde de ce que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) esquissent. Non pour prendre leur train en marche, mais pour coopérer, avec nos atouts, à sa direction. Cela suppose aussi que nous rappelions aux Etats-Unis pourquoi nous aimons chez eux ce que leurs dirigeants ont aujourd'hui trahi.

Cependant, comment pourrions-nous parvenir à changer l'orientation de notre politique extérieure si dans notre politique intérieure nous demeurons soumis ? La question se pose en ce qui concerne le débat sur le Code du travail et la politique vis-à-vis des communes et des départements. Comment, en effet, poursuivre dans le monde une politique de justice et de progrès social si nous en détruisons chez nous les fondements ?

En ce qui concerne le Code du travail, le scandale n'est pas dans l'idée de le réformer, mais dans ce que sa réforme soit fondée sur la réduction de la protection des faibles et le renforcement du profit de ceux qui en profitent !

Avec la loi NOTRe et la réduction de leurs dotations financières, on ôte aux collectivités territoriales des moyens tout en leur transférant des compétences, envisageant même des sanctions « à l'autrichienne » pour les dépensières. La politique actuelle est ainsi que chacun se rallie à l'austérité pour tous.

Tout responsable politique qui n'aborde pas ces questions fondamentales et saute sur des leurres ou des conséquences de causes qu'il ne veut pas traiter, se place dans le parti de la soumission et trahit la mission de la France.
